



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**SITUATION DE LA MICROFINANCE
DANS L'UMOA AU 31 MARS 2024**

JUILLET 2024



La présente fiche fait le point de la situation du secteur de la microfinance dans les pays membres de l'UMOA au titre du premier trimestre de l'année 2024. Les informations sur les systèmes financiers décentralisés (SFD) se fondent sur l'analyse de l'évolution des indicateurs évalués à partir de données estimées¹.

A fin mars 2024, le nombre de SFD dans l'UMOA s'établit à 536 à l'instar du trimestre précédent. Les institutions de microfinance de l'Union desservent 18.446.312 clients à travers un réseau de 4.962 points de service répartis dans les États membres de l'Union. Une année plus tôt, le nombre de bénéficiaires était de 16.906.460 clients pour 4.616 points de service.

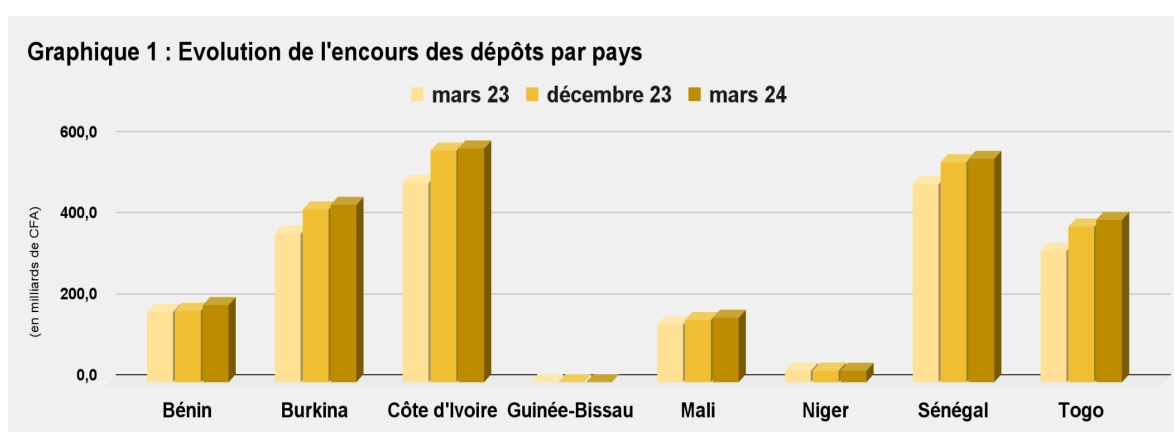
A l'examen des indicateurs d'intermédiation financière, la dynamique de croissance des activités des SFD s'est poursuivie en matière d'ouverture de comptes et de collecte de dépôts. Toutefois, un recul a été noté au niveau des octrois de crédits par rapport au trimestre précédent, en lien avec l'évolution saisonnière généralement enregistrée en début d'année.

L'encours des dépôts collectés par les institutions de microfinance s'est accru de 64,5 milliards FCFA (soit +2,8%) par rapport au trimestre précédent, pour s'établir à 2.356,4 milliards FCFA. En glissement annuel, il est également noté une augmentation de 16,4%. La hausse trimestrielle des dépôts a été observée au Togo (+17,8 milliards FCFA, +4,6%), au Bénin (+15,3 milliards FCFA, +8,7%), au Burkina (+12,5 milliards FCFA, +2,9%), au Sénégal (+9,6 milliards FCFA, +1,8%), en Côte d'Ivoire (+6,1 milliards FCFA, +1,1%), au Mali (+3,7 milliards FCFA, +2,4%) et en Guinée-Bissau (+2,4 millions FCFA, +14,6%). En revanche, une baisse est notée au Niger (-479,0 millions FCFA, -1,6%).

L'épargne mobilisée par les SFD a été constituée à hauteur de 45,9% par les hommes, 25,6% par les femmes et 28,5% par les groupements². S'agissant de la structure par terme, les dépôts à vue sont prépondérants avec une part de 55,0% du total de l'épargne collectée. Les dépôts à terme et les autres dépôts constituent respectivement 23,7% et 21,3%.

Le montant moyen des dépôts par client est ressorti à 127.746 FCFA à fin mars 2024, en hausse par rapport au trimestre précédent (+1,6%), reflétant une augmentation plus rapide des dépôts (+2,8%) par rapport au nombre des clients (+1,2%) au cours de la période sous revue. En comparaison à son niveau de fin mars 2023 (119.697 FCFA), il a progressé de 6,7%.

A fin mars 2024, l'épargne mobilisée par le secteur de la microfinance de l'UMOA représente 5,2% de celle collectée par les établissements de crédit de l'Union, à l'instar du trimestre précédent.



Source : BCEAO

¹ Les estimations ont été effectuées à partir des données à fin mars 2024, collectées auprès d'un échantillon de 186 SFD, réalisant plus de 90% des opérations de dépôts et de crédits de la finance décentralisée de l'UMOA. L'échantillon est composé des SFD ayant atteint des encours de dépôts ou de crédits de plus de 300 millions.

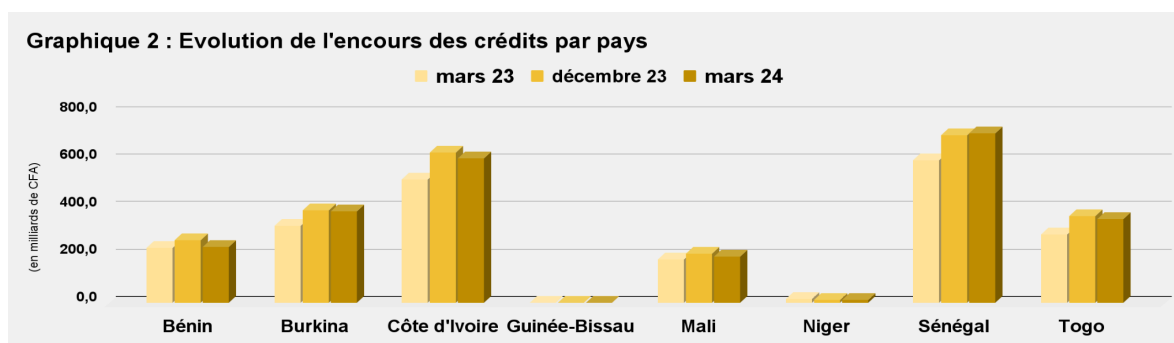
² Un groupement est un groupe constitué en moyenne de dix (10) membres ou clients, solidairement responsables. Les groupements sont comptés sur une base unitaire dans le cadre de l'estimation du nombre de bénéficiaires des services de microfinance.

L'encours des crédits octroyés par les SFD de l'Union a connu une baisse de 72,6 milliards FCFA (soit -2,8%) par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 2.515,4 milliards FCFA. Toutefois, en glissement annuel, il a enregistré une progression de 15,9%. Le repli trimestriel de l'encours des crédits a été constaté dans tous les pays de l'Union, sauf le Sénégal (+7,9 milliards FCFA, +1,1%). Dans les autres Etats, la situation se présente comme suit : Bénin (-28,9 milliards FCFA, -10,9%), Côte d'Ivoire (-25,0 milliards FCFA, -3,9%), Mali (-11,6 milliards FCFA, -5,5%), Togo (-9,2 milliards FCFA, -2,5%), Burkina (-4,6 milliards FCFA, -1,2%), Niger (-1,1 milliard FCFA, -8,8%) et Guinée-Bissau (-400,0 milles FCFA, -2,6%).

Cette baisse généralisée s'explique par un phénomène saisonnier, caractérisé par une contraction de la consommation des populations après les importantes dépenses réalisées pendant les fêtes de fin d'année.

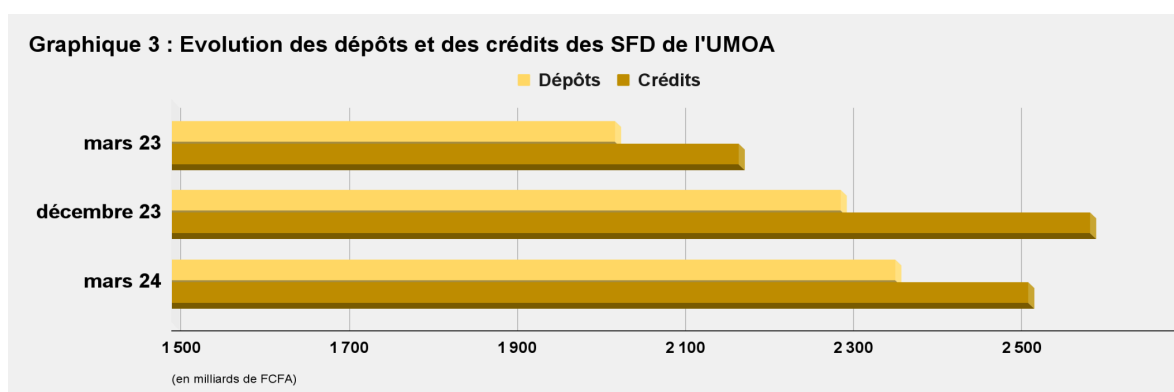
Les crédits accordés par les SFD sont constitués à 51,9% de concours à court terme. Les prêts à moyen et long termes représentent respectivement 29,6% et 18,5% du total de l'encours des crédits à fin mars 2024. La clientèle masculine des institutions de microfinance a bénéficié de 49,5% des crédits octroyés, tandis que les femmes et les groupements ont respectivement représenté 24,1% et 26,4% des concours accordés.

Le montant moyen des crédits octroyés par client est ressorti à 136.365 FCFA à fin mars 2024, en baisse par rapport au trimestre précédent (-4,0%), en lien avec le recul de l'encours des crédits. Toutefois, en glissement annuel, un accroissement de 6,2% est noté.



Source : BCEAO

Pour l'ensemble du secteur de la microfinance, l'encours des crédits octroyés au 31 mars 2024 représente 7,1% de celui des établissements de crédit de l'Union, après 7,4% au trimestre précédent.



Source : BCEAO

La qualité du portefeuille de crédits des SFD s'est détériorée au cours du premier trimestre 2024, résultant de la conjugaison de la hausse des créances en souffrance (+30,6 milliards FCFA, +19,1%) et de la baisse des crédits (-72,6 milliards FCFA, -2,8%). En effet, le taux brut de dégradation du portefeuille s'est établi à 7,6% contre 6,2% à fin décembre 2023, pour une norme maximale de 3,0%. En mars 2023, ce taux était estimé à 6,9%.

A fin mars 2024, 9 institutions de microfinance sont sous administration provisoire, à l'instar du trimestre précédent. Ces structures sont réparties comme suit : 1 au Bénin, 1 au Burkina, 1 en Côte d'Ivoire, 1 au Mali, 3 au Niger et 2 au Togo.

Au total, la dynamique positive d'évolution des indicateurs d'activités des SFD s'est poursuivie à l'instar des années précédentes. Toutefois, la maîtrise du risque de crédit demeure un des principaux défis pour consolider les acquis.
